

Tourisme et développement durable : le cas du Maroc

Abdelaziz ELABJANI

Enseignant chercheur à l'Université Cadi Ayyad Marrakech, Maroc
aelabjani@gmail.com

Résumé

Le secteur touristique au Maroc représente aujourd'hui un gisement de croissance économique et de développement urbain, ne serait-ce que par l'ampleur des projets mis en œuvre depuis quelques années, par le volume des sommes investies et par le poids des emplois créés. Ce papier esquisse ce que doit être la contribution des entreprises touristiques dans le développement durable marocain. Notre approche consiste à déduire son effet à travers une analyse empirique en se focalisant particulièrement sur la contribution des nouvelles entreprises qui sont créées ces dernières années. Le cas de la ville de Marrakech, en tant que pôle touristique marocain, nous paraît constituer un très bon exemple suite aux grands projets touristiques qui ont vu le jour très récemment dans la ville et à l'afflux des investisseurs.

Mots-clés

création d'entreprise, tourisme marocain, développement durable, développement social, changements économiques

Abstract

Currently the branch of tourism constitutes an important factor of economic growth and urban development in Morocco because of the recent blueprints, the amount of investment and the job creation. This paper outlines the desirable contribution of tourist firms to sustainable development in Morocco. Our approach consists in deducing this effect from an empirical analysis focused on the contribution of firms created during the last years. The city of Marrakech is an example of a center of tourist development that occurred thanks to the huge recent projects and the investment influx in tourism.

Key words

company creation, Moroccan tourism, sustainable development, social development, economic changes

INTRODUCTION

Nul ne peut contester le fait que le secteur touristique au Maroc représente aujourd'hui un gisement de croissance économique et de développement urbain, ne serait-ce que par l'ampleur des établissements mis en œuvre depuis quelques années, l'importance du volume des sommes investies dans ce domaine et le poids des emplois qui sont engendrés dans le secteur. Ceci montre en quelque sorte la qualité de ces investissements et leur impact sur le marché marocain.

Certes, le secteur était depuis quelques temps menacé par plusieurs crises d'envergure nationale et internationale qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie. On cite particulièrement la première guerre du Golfe, les attentats de Marrakech, l'Intifada de 1999, les attentats du 11 septembre 2001 et la dernière guerre du Golfe.

Cependant, le secteur touristique marocain semble bien résister à ces divers dysfonctionnements et leurs effets pervers. Depuis 1999, en effet, les investissements à long terme ont été multipliés et ont permis jusqu'ici la création d'environ 21 526 lits et 8 927 emplois directs. Cette tendance à l'augmentation doit continuer puisqu'on prévoit atteindre un volume de 10 millions de touristes d'ici l'an 2010.

Conscient de ce fait, l'Etat marocain a déployé tout un ensemble de dispositifs afin de promouvoir le secteur et d'assurer son développement durable. C'est ainsi que des cadres spécifiques et des facilités importantes ont pu être accordés aux investisseurs marocains et surtout aux investisseurs étrangers.

Dans ce papier nous comptons présenter une esquisse sur ce que doit être la contribution des entreprises touristiques dans le développement durable marocain. Notre approche consiste à déduire son effet à travers une analyse empirique en se focalisant particulièrement sur la contribution des nouvelles entreprises qui sont créées ces dernières années. Le cas de la ville de Marrakech, en tant que pôle touristique marocain, nous paraît constituer un très bon exemple suite à l'afflux des investisseurs et des grands projets touristiques qui ont vu le jour très récemment dans ville.

I. EVOLUTION ET TENDANCES DU TOURISME MAROCAIN

Une des caractéristiques récentes de l'économie mondiale semble être la montée du secteur touristique comme un moyen essentiel de développement économique. C'est le cas particulièrement des économies en développement, comme le Maroc, qui sont attirées par les perspectives économiques prometteuses offertes par celui-ci.

En effet, face à la demande de tourisme qui augmente dans le monde depuis quelques années, en plus des ressources d'intérêt touristique dont dispose le Maroc, le tourisme

marocain s'est affirmé en tant que secteur productif capable de transformer ces ressources naturelles et culturelles au moyen de processus d'accumulation de capital en infrastructures, en équipements, en personnel et en technologie.

Le secteur touristique marocain est ainsi devenu un vecteur de changement structurel capable de promouvoir l'esprit d'entreprise dans des activités directement touristiques, comme les activités hôtelières et tous les services d'hébergement, ou dans de nombreuses activités qui lui sont liées telles que la restauration, les loisirs, le transport ou le sport.

Avec ses effets multiplicateurs élevés sur le reste de l'économie, le tourisme devra notablement assurer un niveau de développement « durable » et avantageux. Considéré par le gouvernement marocain comme une « importante industrie » depuis déjà les années 1960, le tourisme est, effectivement, capable de drainer des devises importantes pour l'économie, participe à l'équilibre de la balance des paiements, crée des emplois énormes, améliore les revenus et génère des effets multiplicateurs sur les autres secteurs activités tels l'artisanat et le transport terrestre et aérien.

L'objectif primordial de l'Etat marocain devient alors de développer son offre touristique notamment face à une concurrence internationale très ardue tels que les pays de la Méditerranée. Des mesures incitatives à l'investissement dans le tourisme ont été prises progressivement depuis 1998 :

- L'assimilation du tourisme au secteur d'exportation,
- L'adoption de la charte nationale d'investissement en 1995,
- L'introduction de plusieurs biens d'équipement touristique dans la liste A de cette dernière,
- Le renforcement du partenariat public-privé dans ce secteur en 2001,
- L'allégement et la simplification de la fiscalité touristique nationale et locale,
- La conclusion du contrat-programme 2001-2010,
- La création des CRI en 2002,
- La création et l'aide financière du Fonds Hassan II pour l'investissement en 2002,
- L'appui pour le financement et le rééchelonnement des arriérés des entreprises touristiques en difficultés financières, etc.

Suite à ces changements, le secteur touristique commence à se développer petit à petit en drainant une bonne part de l'investissement public en premier lieu et en attirant l'attention des investisseurs privés nationaux et surtout étrangers par la suite.

Un des programmes qu'on peut citer à cet égard concerne l'aménagement des zones touristiques le « Plan Azur¹ » dont six stations ont été identifiées, étudiées et concédées à des aménageurs-développeurs privés. L'État leur a cédé les terrains à l'état brut en vue de l'aménagement des infrastructures « in situ », de la promotion des

¹ Le programme est financé à hauteur de 500 millions Dh par le fonds Hassan II. La Banque Mondiale intervient avec un prêt de 2,4 millions de dollar US.

stations, de la réalisation de quelques unités et de la commercialisation des différents lots. A charge pour l'Etat d'assurer la cession des terrains bruts à des prix compétitifs¹ et de réaliser les infrastructures hors site.

Tableau 1 : Présentation des cinq stations touristiques du Plan Azur concédées

Rubriques	Saïdia	Lixus	Mazagan	Mogador	Taghazout
Capacité totale (lits)	28 000	12 000	8 000	10 500	21 000
– Cap. hôtelière	16 000	7 500	3 900	6 600	15 800
– Cap. immobilière	12 000	4 500	4 100	3 900	5 200
Investissement total (Mds Dh)	9,3	5,3	5,3	5,6	–
Dont investissement aménageur	3,7	> 1,4	> 2,5	2,4	10
Superficie (ha)	614	461	500	500	868
Aménageur	Fadesa	Thomas&Piro, Colbert-Orco, Delta holding, Promoteur belge	Kerzner, Somed, CDG, Manda	Thomas & Piron Risma, Colbert-Orco	Groupement Colony Capital/Sato can/Lopesan
Début travaux	Février 2004	Janvier 2006	Octobre 2005	Juillet 2005	Janvier 2007
Ouverture 1 ^{er} hôtel	2 ^e sem. 2006	Fin 2007	Fin 2007	2007	2 ^e trim. 2009

Source : Haut Commissariat du Plan.

A ce programme s'ajoute l'aménagement de la zone touristique de la région du Nord comme celui de « Ghandouri » à Tanger par le groupe « Maroc Hôtels Village » et la région du Sud notamment dans la région de Marrakech.

La création d'entreprises a dû automatiquement suivre cette évolution avec de nombreux projets lancés sur le marché et de grands investissements entrepris. Il s'agit notamment des projets touristiques comme "Four Seasons", "Assoufid", "Samannah", "Resort Palace" et le « Mogador ».

La place de la région "Marrakech Tensift Al Haouz" était notoire. Le secteur du tourisme arrive en tête, avec 229 projets créés en 2005 soit environ 61% du total, un coût global de 24,5 MMDH et 20.800 emplois stables créées la même année².

¹ Généralement les terrains sont commercialisés au plus à 500 Dh le m² (50 % du prix de revient).

² Marrakech se taille la part du lion avec quelque 22 MMDH d'investissements, soit 72 % du total, suivie par la province d'Al Haouz (5 MMDH), de la province d'Essaouira (2,2 MMDH), de la province d'El Kelaa des Sraghna (844 MDH) et la province de Chichaoua (25 MDH).

Comme on peut le constater sur le tableau ci-dessous, le secteur touristique précède celui des Bâtiments et Travaux publics qui vient en deuxième position avec 74 projets, pour un montant global de près de 4,5 MMDH et la création de 880 emplois permanents. Les 73 projets restants sont répartis entre l'industrie, le commerce et les autres services. Ils portent sur un coût global de 905 MDH et permettront la création de 2.700 emplois permanents.

Tableau 2 : Répartition sectorielle des projets d'investissement dans la région de Marrakech Tensift Al Haouz pour l'an 2005

Secteurs	Projets		Emplois permanents		Mont. Investis en milliard DH
	Eff.	part	Eff.	Part	
- Tourisme	229	61	20800	85	24,5
- BTP	74	20	880	04	4,505
- restants (ind., commerce, ...)	73	19	2700	11	0,905
TOTAL	376	100	24 380	100	30

Source : conçu à partir des statistiques fournies par le CRI de Marrakech.

La totalité de ces programmes et projets d'investissements ont permis de relancer la création d'emplois et d'engendrer plusieurs sources de revenus pour la société. Ce qui s'est traduit, par conséquent, par l'amélioration des capacités d'hébergement et l'évolution du secteur touristique.

Tableau 3 : Evolution annuelle des principaux indicateurs touristiques

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Var. (%) 2001-07
Arrivées aux postes frontières	4379990	4453260	4761271	5476713	5843377	6558333	7407617	69.12
Nuitées dans les établissements classés	12695227	11320882	11173119	13164870	15215589	16326885	16893803	33.07
Capacité d'hébergement (en lits)	97001	102097	109615	119248	124270	133230	143221	47.65
Taux d'occupation	48	42	39	43	47	49	48	--
Recettes voyages en MDH	29196	29159	30881	34794	40967	52486	58838	101,53

Il s'avère, à la lumière des chiffres exposés dans le tableau n° 3, que l'évolution du secteur touristique marocain était cruciale. Durant la période 2001-07, les capacités d'hébergement ont effectivement évolué de 47,65%. Ceci a représenté un facteur clé de progression des arrivées de touristes avec un taux de 69,12% et, par conséquent, une augmentation des recettes des voyages qui ont progressé de 101,53%. Cette tendance confirme, bel et bien, le choix du Maroc par rapport à sa vision pour l'an 2010 afin d'atteindre 10 millions de touristes, 80 milliards de DH de recettes et 600 000 emplois additionnels.

Si ces indicateurs doivent certainement renfermer des capacités de développement importantes en termes de création d'emplois, de distribution de revenus et de richesses, d'entrée de devises, il est par contre intéressant de savoir jusqu'à quel niveau ces capacités sont capables d'engendrer un développement durable dans l'économie marocaine.

II. LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le concept de développement durable remonte aux années 1990 quand la croissance économique mondiale a produit des effets pervers et controversés sur le bien-être de la population et le déséquilibre des économies du monde.

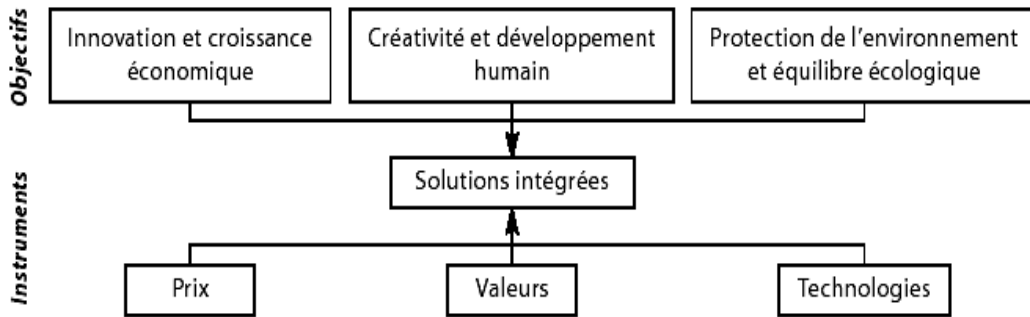
La prise de conscience du caractère déséquilibrant de la croissance économique, la vulnérabilité de ses résultats sur le bien-être social, ainsi que la montée de la pauvreté différentielle dans le monde, ont promu le concept de développement durable dans lequel on cherche à établir des relations synergiques entre efficacité économique, équité sociale et équilibre écologique.

Le développement économique d'un pays, et particulièrement celui d'un secteur d'activité, devient alors soujacent d'un certain nombre de conditions qui doivent l'accompagner. On cite à cet égard la consistance de ses effets d'entraînement économiques, la continuité de ses effets multiplicateurs dans et pour la société, sa participation à augmenter le niveau de vie, l'importance de ses retombées sur les autres activités, etc.

Dans son analyse prospective du secteur de tourisme au Maroc, le Haut Commissariat de Plan marocain a mis l'accent sur trois tendances susceptibles de caractériser l'émergence de développement durable dans celui-ci :

- l'internalisation des coûts environnementaux, qui est de nature à modifier les prix relatifs entre services touristiques, favorisant ceux qui sont plus durables ;
- la demande elle-même qui traduit un changement de valeurs plus favorables à l'éradication de la pauvreté et à la qualité de l'environnement touristique ;
- les nouvelles technologies, qui peuvent faciliter l'avènement de produits et services touristiques plus durables.

Figure 1 : Le concept de développement durable



Source : A. Pulido, E. Fontela (2004).

Le schéma ci-dessus montre ainsi la symbiose qui doit exister entre les différents aspects de son développement. Le secteur touristique comme un centre de noyau de la croissance économique d'un pays devra véhiculer l'innovation nécessaire pour une meilleure protection de l'environnement économique. Il doit permettre également une sorte d'équilibre écologique, une créativité économique probante et un développement humain qui sont capables de jaillir et de soutenir le développement de l'économie.

La réalisation de ces objectifs sera amplement liée à la nature et l'effet des moyens mis en œuvre, notamment les dispositifs de prix traduits généralement par une diminution de plus en plus encourageante et prometteuse, l'importance des valeurs notamment économiques et institutionnelles susceptibles d'engendrer un esprit multiplicateur de développement ainsi que l'apport des nouvelles technologies afin d'assurer une continuité dans les activités économiques.

Pour nous dans ce travail, la durabilité de développement du secteur touristique marocain doit être appréciée à travers l'évolution de ses principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux. L'importance de son apport devrait être également évaluée par rapport à ses effets de synergies engendrées avec les autres activités stratégiques de l'économie comme le cas des secteurs de bâtiments et de construction ainsi que la construction et l'aménagement des autoroutes et des aéroports.

III. L'APPORT DES NOUVELLES ENTREPRISES TOURISTIQUES

Dans cette section, nous cherchons à montrer l'apport économique des entreprises nouvellement créées dans le secteur de tourisme au Maroc. Nous montrons à cet égard les différents facteurs de changements rendus possibles via le développement de celui-ci ainsi que ses conséquences actuelles ou futures sur la croissance.

3.1. Facteurs de changements institutionnels et politiques dans le tourisme marocain

C'est la politique de l'Etat marocain ainsi que la volonté des professionnels dans le domaine à faire du tourisme marocain un des secteurs stratégiques dans le développement national et régional. Le Maroc, nous l'avons souligné plus haut, reste un des pays méditerranéens les mieux dotés sur le plan touristique et qui offre, par conséquent, plusieurs services à ses visiteurs.

A cela contribuent d'ores et déjà de nombreuses politiques touristiques, ainsi que des démarches volontaires des milieux professionnels touristiques qui, de manière plus ou moins consciente et explicite, concernent la durabilité de son développement, notamment :

- Les lois d'aménagement du littoral,
- Les contrats de partenariat national et international signés entre privé et/ou public,
- L'émergence de nouvelles mesures de promotion touristique,
- La gestion du Pavillon bleu des plages,
- Les écotaxes spécifiques,
- Agendas 21 locaux, etc.

Le Maroc est aujourd'hui un laboratoire d'essai pour les nouvelles politiques touristiques qui cherchent à s'intégrer dans un développement durable des populations et des territoires.

Les tendances de ces changements politiques devront conditionner en grande partie le tourisme au Maroc à l'horizon de 20 à 30 ans. Elles affectent, en effet, le processus de choix à long terme des niches de marché prioritaires et orientent les décisions d'investissements privés et publics. Ce qui aura l'avantage d'introduire d'autres facteurs de changement concernant des éléments nouveaux dans le système touristique qui peuvent renforcer :

- l'évolution et la globalisation de l'offre et la demande touristiques ;
- la tendance à l'unification des conditions de marché, à l'augmentation de la concurrence entre projets d'investissement et au développement stratégique de chaînes de valeur transnationales ;
- la tendance aux partenariats publics/privés dans les aménagements touristiques et dans la régulation.
- tendance à l'internalisation des coûts sociaux et environnementaux dans la production de biens et services touristiques ;
- et par conséquent, la tendance à l'utilisation du tourisme comme vecteur politique d'introduction du développement durable : réduction des coûts, unification des prix, amélioration des biens et services touristiques, ...

Il reste à souligner que ces facteurs de changement sont de nature à augmenter aussi la participation du Maroc dans les marchés touristiques méditerranéens à un moment où ces marchés se transforment, spécialement dans les pays de l'Union européenne, pour absorber les développements reliés aux tendances lourdes de la demande (nouvelles technologies et société de la connaissance) et de l'offre (globalisation et développement durable).

3.2. Facteurs de changements économiques

Sur le volet économique, le secteur du tourisme marocain a connu un boom pendant les sept à huit dernières années. Les acteurs de la filière expliquent notamment cette augmentation par les accords et les différentes opérations destinées à promouvoir le pays à l'étranger ce qui a contribué également à l'évolution de la compétitivité du secteur (Cf. les figures 1 et 2 dans l'annexe). Le Maroc s'est effectivement vendu d'une manière exemplaire et devient de plus en plus sollicité par les touristes, que ce soit les Marocains qui constituent presque la moitié des arrivées, ou bien les étrangers dont la majorité est représentée par les Européens.

Tableau 4 : Evolution annuelle des arrivées 2001-07

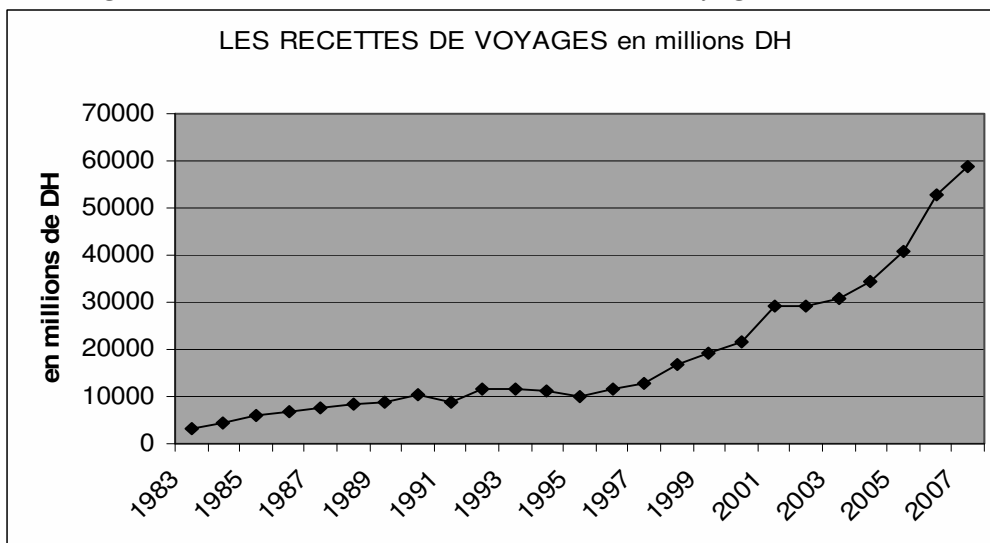
	2001	2005	2006	2007	2001/2007
France	1 652	2 377	2 577	2 855	73%
Espagne	843	1 244	1 444	1 590	89%
Allemagne	268	236	260	296	10%
Royaume-Uni	172	244	344	419	144%
Italie	262	303	333	370	41%
Belgique	247	331	370	431	74%
Hollande	214	267	289	361	69%
Etats Unis	110	101	113	131	19%
Pays arabe	187	233	256	278	49%
Autres	425	506	573	678	60%
Total Touristes	4 380	5 842	6 559	7 409	69%
Dont MRE	2 130 (49%)	2 788 (48%)	2 986 (46%)	3 377 (46%)	59%
TSE	2 250	3 056	3 572	4 031	79%
Total Nuitées	12 695 227	15 215 589	16 326 885	16 893 957	33%
Recettes (Mdh)	--	40 967	52 933	58 838	44%*
Recettes / Nuitée	--	2 692	3 242	3 483	29%*

Les Français sont les premiers classés suivis des Espagnoles mais avec une évolution différente respectivement de 73% et 89% entre 2001 et 2007. La montée des Britanniques est remarquable avec une croissance de 144% pour la même période.

Globalement, le nombre des arrivées a évolué d'environ 69%, ce qui représente un élément très intéressant de développement du secteur. Ces dernières doivent être traduites automatiquement par une évolution pareille des recettes des voyages lesquelles représentent un facteur déterminant de l'équilibre de la balance commerciale marocaine (apport en devises) et, exceptionnellement, une source de revenus pour la

population à travers notamment les autres produits et services demandés par les touristes tels que l'artisanat, le transport, les taxes, ... (cf. tableau n° 1 dans l'annexe).

Figure 2 : Evolution annuelle des recettes de voyages¹ 1983-2007



Comme le montre le schéma ci-dessus, l'évolution des recettes en devises était soutenue depuis même 20 ans sauf qu'elle est radicale et de plus en plus importante à partir de l'année 1995. En effet, pour la période allant de 1983 à 1995, les recettes des voyages ont augmenté selon un taux annuel de 15,80% et ont représenté en 1995 seulement le triple des recettes réalisées en 1983. Par contre pour la période allant de 1995 à 2007, le taux annuel d'évolution a plus que doublé, environ 38% alors que les recettes enregistrées en 2007 ont été multipliées par six par rapport à 1995.

L'apport du secteur touristique dans l'économie marocaine est dû également à sa valeur ajoutée et son PIB qui ont grandement évolué ces dernières années. Le tableau ci-dessous récapitule l'essentiel de cette évolution comparée par rapport à l'évolution de la VA et le PIB nationaux.

¹ Ce poste (les voyages) reprend les recettes voyages qui correspondent aux biens et services fournis par l'économie marocaine aux voyageurs non-résidents à l'occasion essentiellement des voyages touristiques. Il recense en dépenses, les services fournis par les économies étrangères aux voyageurs résidents au titre des voyages touristiques, des stages et missions, des études, du pèlerinage et Omra, des voyages d'affaires, des soins médicaux ... Les recettes comprennent également une partie des apports en devises billets de banque effectués par les Marocains résidant à l'étranger et destinés à la couverture de leurs frais de séjour au Maroc.

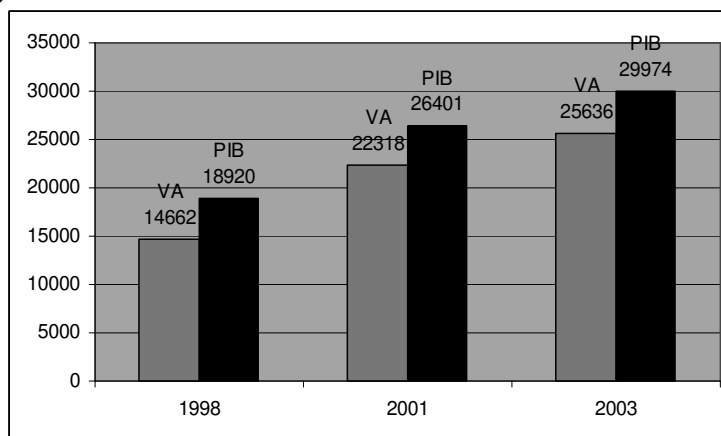
**Tableau 5 : Valeur ajoutée et PIB du tourisme intérieur en millions de DH
1998-2003**

Rubriques	1998	2001	2003	1998/2003
VA du tourisme	14662	22318	25636	75%
Dont VACT	821	769	1455	77%
Rémun. Des salaires	3906	6431	7351	88%
EBE /Revenu mixte brut	10562	15736	18130	72%
PIB Tourisme	18920	26401	29974	58%
VA Globale au niveau national	340847	379167	427527	25%
PIB Global	384452	426871	476987	24%
VAT/VA en %	4,3	5.9	6.0	
PIBT/PIB en %	4.9	6.2	6.3	

**VACT : valeur ajoutée dégagée des marges du commerce et du transport de marchandises sur les biens utilisés par les touristes.*

Comme on peut le constater la participation aussi bien de la VA que du PIB touristiques s'est améliorée dans l'espace de 5 ans d'environ 2 points respectivement dans la VA et le PIB nationaux. Pour la VA elle est passée de 4,3% en 1983 à 6% en 2003 alors que pour le PIB elle s'est améliorée de 4,9% à 6,3% respectivement en 1983 et 2003.

Figure 3 : Evolution de la VA et du PIB de tourisme marocain



En termes d'évolution, le taux de croissance de la VA est plus important que celui du PIB respectivement 75% et 58% entre 1983 et 2003. Ce qui doit générer plus de revenus dans la population et attirer plus d'investissement notamment les étrangers d'entre eux.

Le tourisme se positionne comme un secteur fortement créateur d'emplois, tout en ayant une productivité supérieure à la moyenne marocaine. L'emploi direct généré par les activités touristiques est estimé en 2005 à près de 407000 emplois, dont près de

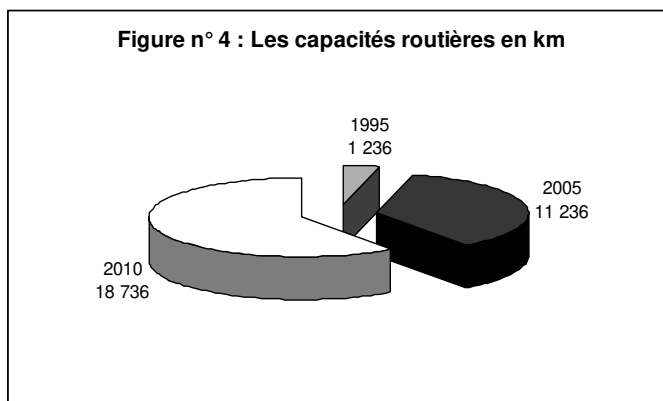
202000 emplois salariés, soit à peu près la moitié de l'emploi total. Rapporté à la population active occupée, le tourisme contribue directement pour 4 % de l'emploi total. L'emploi direct et indirect induit par la demande finale touristique s'élèverait, en 2005, à plus de 690 000 emplois, soit l'équivalent de 6,8 % de l'emploi total (Cf. tableau n° 2 dans l'annexe).

Enfin, l'apport du secteur du tourisme s'avère important sur le plan financier à travers sa contribution aussi bien aux ressources fiscales qu'en matière de réserves de changes. Au niveau de la fiscalité, les impôts directs et taxes générés par les activités touristiques sont estimés en 2005 à 10,1 milliards de dirhams. Ces ressources sont constituées essentiellement de la fiscalité indirecte qui a totalisé plus de 8,1 milliards de dirhams, soit 82 % du total. La fiscalité directe et indirecte du tourisme a rapporté aux caisses de l'Etat 11 milliards de dirhams. En ce qui concerne les réserves en devises, l'apport du secteur est estimé globalement à un excédent net de la balance des paiements qui s'élèverait à 32,5 milliards de dirhams, déduction faite des importations pour les besoins de toutes les activités touristiques ou 36,7 milliards de dirhams pour les seules activités génératrices de devises.

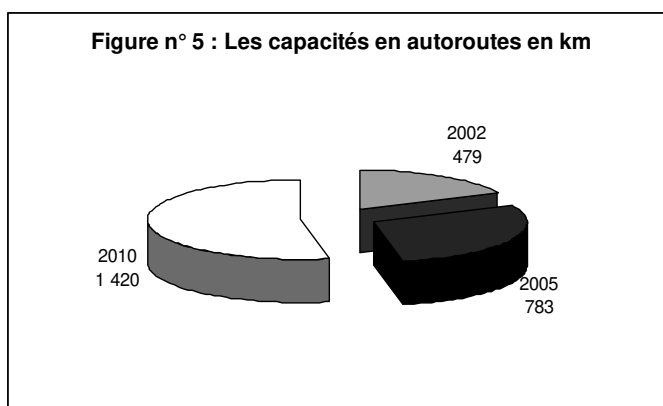
3.3. Changements en infrastructures

L'évolution du secteur de tourisme marocain était accompagnée par d'importants projets d'investissement en infrastructures de base : les routes, les autoroutes, les ports, les aéroports, les villes neuves, etc. Au cours de la dernière décennie les efforts ont été multipliés afin de suivre la cadence dans l'évolution des arrivées touristiques et permettre par conséquent la réalisation des objectifs de l'an 2010.

Si la route devait jouer un rôle prépondérant dans les échanges et l'intégration régionale et internationale, son développement est devenu une nécessité en tant que vecteur de développement du tourisme marocain. C'est ainsi que l'accent était mis davantage sur les travaux d'aménagement et d'entretien qui ont concerné une bonne partie du réseau national mais aussi et surtout l'amélioration du réseau routier rural dont la capacité d'accès était encore rudimentaire jusqu'à 1995.



Comme le montre la figure n° 4, 11 236 km de routes ont été aménagées ou construites entre 1995 et 2005, soit un rythme de 1 000 km par an. En 2010, il est prévu de porter cette cadence à environ 1500 km par an pour construire et aménager 7 500 km supplémentaires. Le taux de croissance annuel doit être alors d'environ 95% pour la période 1995-2010.



Le grand changement, il faut le reconnaître, était réalisé dans le patrimoine autoroutier dont la capacité au niveau national ne dépassait pas les 479 km (Casa, Rabat, Assilah, Fes et Settat). Entre 2002 et 2007, nous avons assisté à la mise en œuvre de 304 km qui ont été ouverts à la circulation dont essentiellement le tronçon Settat-Marrakech avec 145 km ouverts en Avril 2007. D'autres travaux lancés depuis 2006 doivent permettre l'ouverture de 635 km de plus vers l'an 2010, en particulier 233 km pour Marrakech-Agadir et 320 km pour Fés-Oujda. Ce qui nous donne un total de 1420 km d'autoroutes vers la fin de 2010 avec un taux de progression annuel de 25% pour la période 2002-2010. Le même taux peut augmenter d'au moins 10 points si on prend en considération le grand projet de la rocade méditerranéenne de Tanger-Tétouane avec 510 km dont 210 km à construire et 300 km à aménager.

Si, toutefois, ces changements en infrastructures routières ne représentent pas l'impact du seul secteur touristique au Maroc¹, l'infrastructure aéroportuaire demeure, par contre, un des domaines les plus touchés directement par les mutations qu'a connues le secteur. Les changements concernent les capacités d'accueil qui se sont multipliées dans les principaux aéroports du pays : Casa, Marrakech, Tanger, Essaouira et Oujda. Ces projets doivent permettre une impulsion des arrivées étant donné les nouvelles et importantes capacités d'accueil et, par conséquent, de relancer le cycle de développement économique : augmentation des recettes, créations d'emplois, lancement de nouveaux projets et l'impact sur les autres secteurs d'activité de production.

¹ On peut souligner que le rapport indéniable qu'elles ont avec celui-ci: intégration territoriale, mobilité des touristes, amélioration de la qualité de transport, compétitivité du tourisme national, etc.

3.4. Les changements sociaux

Hormis les changements économiques engendrés au niveau de la population marocaine et soulignés plus haut, les changements sociaux paraissent d'une grande acuité dans cette dialectique de développement durable du tourisme marocain.

On note, en effet, l'augmentation des étrangers résidents au Maroc dans la population¹. Ce qui a contribué à l'augmentation de cette dernière. Ceci représente, à notre avis, un avantage et un inconvénient. L'avantage réside dans le fait que cette augmentation a le mérite d'influencer positivement l'économie avec tous les effets d'entraînements que cela peut introduire (l'urbanisme par exemple). L'inconvénient est du, par contre, à la pression sociale et économique suite à la diversification et la multiplication des besoins de plus en plus denses.

Des changements radicaux ont pu voir le jour après notamment dans les modes de vie avec l'introduction de nouveaux comportements de consommation. L'augmentation des prix devient alors une règle générale essentiellement dans les villes touristiques comme Marrakech². La vie est devenue plus chère alors que la ville commence à être classée parmi les premières dans le monde en termes de coût de vie.

Un des changements « négatifs » engendrés par l'évolution de tourisme au Maroc demeure, par contre, les bouleversements dans les « valeurs » de la société marocaine. Les mœurs se sont détériorées et la prostitution s'est élevée suite aux mutations de la population précitées. Les attaques et les attentats, qui représentent aujourd'hui le point noir du tourisme même à l'échelle internationale, se sont accentués et commencent à secouer sévèrement l'évolution normale du secteur.

CONCLUSION

Dans le présent papier on s'est proposé d'analyser l'effet de secteur touristique sur le développement durable de l'économie marocaine via notamment l'évolution remarquable de la création d'entreprises et des projets d'investissement qui ont eu lieu ces dernières années.

Il paraît, en effet, que l'évolution du tourisme au Maroc était notoire et inégalée. La croissance était le résultat d'une série de politiques et de mesures prises aussi bien du

¹ L'effectif de population étrangère présente officiellement au Maroc était évalué en 2005 à près de 60837 personnes, soit 0,2% de la population résidente totale d'environ 30 millions. Parmi ces résidents étrangers, 46% viennent d'Europe et 41,5% d'Afrique.

² La flambée des prix de l'immobilier dans la ville de Marrakech était exemplaire pendant les dix dernières années. Depuis 1998 l'augmentation n'a pas pu s'arrêter avec l'afflux des investisseurs étrangers qui sont attirés aussi bien par le climat, les monuments, ... mais aussi par l'appât du gain vu les opportunités lancées sur le marché touristique à Marrakech. Les prix immobiliers ont du se multiplier parfois par 15 dans certains secteurs comme celui de Guéliz où le terrain devient très cher et rare.

côté public suite à l'intervention de l'Etat dans plusieurs programmes d'investissement que du côté privé par l'engagement des investisseurs marocains et étrangers dans le secteur. L'évolution a concerné principalement les projets d'investissement et la création de plusieurs nouvelles entités exerçant dans le domaine.

La question du développement durable a été approchée par l'évolution des critères relevant de l'économie et de la société. Les effets d'un secteur d'activité sur une économie est alors une condition nécessaire mais pas suffisante de développement durable de celle-ci. La durabilité de leur croissance doit être sinéquanone de développement soutenu aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Il s'avère ainsi à la suite de l'analyse effectuée que l'impact de l'évolution du secteur touristique au Maroc est indéniable. L'apport de cette activité est incarné dans l'évolution des critères économiques tels que la VA et le PIB touristique qui se sont considérablement améliorés. Il traduit l'effet des changements institutionnels, économiques et d'infrastructures qui ont eu lieu via l'évolution du tourisme marocain.

Ces différents changements représentent dans la globalité les effets positifs sur le développement étant donné les retombées sur l'économie en termes de création de richesses, de recettes, d'emplois, de revenus et donc de croissance durable.

Toutefois, le volet social du développement du secteur demeure insatisfaisant. Les mœurs se sont détériorées avec la montée de la prostitution et la détérioration des valeurs d'une société musulmane. A ceci s'ajoutent les besoins énormes du secteur en termes de qualifications et de capacités professionnelles qui limitent en quelque sorte son développement.

BIBLIOGRAPHIE

Ministère de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, « *Stratégie de développement du tourisme rural* » 2002.

OMT, *A Look into Tourism's Future, draft White Paper*, August 2005.

Plan Bleu, *Dossier sur le tourisme et le développement durable en Méditerranée*, PNUE/PAM, 2005.

PULIDO A., FONTELA E., *Principios del desarrollo economico sostenible*. Fundacion Iberdrola, 2004.

SAIGH Boustia Rachida dir., ALBERTINI Françoise dir., BOUJROUF Saïd dir., *le Tourisme durable : réalités et perspectives marocaines et internationales*, Marrakech, Ecole doctorale internationale du tourisme, 2004.

ANNEXES

Tableau n° 1 : Composition du CA touristique au Maroc

Rubriques	CA réalisé	Part. (%)
– recettes en devises du tourisme récepteur	37,0296	55,6 %
– recettes en devises des voyages des Marocains résidant à l'étranger	5,994	9 %
– dépenses du tourisme interne et émetteur	11,7882	17,7 %
– recettes du transport d'amenée dont 50% en devises	6,7266	10,1 %
– dépenses en consommation collective et FBCF	5,0616	7,6 %
TOTAL	66,6	100

Tableau n° 2 : Les ressources de la production touristique en 2005

PIB direct du tourisme / PIB total	6,2 %
PIB direct et indirect du tourisme / PIB total	9,4 %
Emplois directs établissements	280 000
Emplois directs et indirects établissements	476 000
Imports en millions de dirhams	13 820
Tourisme émetteur en millions de dirhams	4 000
Tourisme récepteur en millions de dirhams	42 000
Impact du tourisme étranger de séjour : 70 % de la production du tourisme national	

Figure 1 : Niveau de compétitivité touristique du Maroc par rapport à un panel de pays

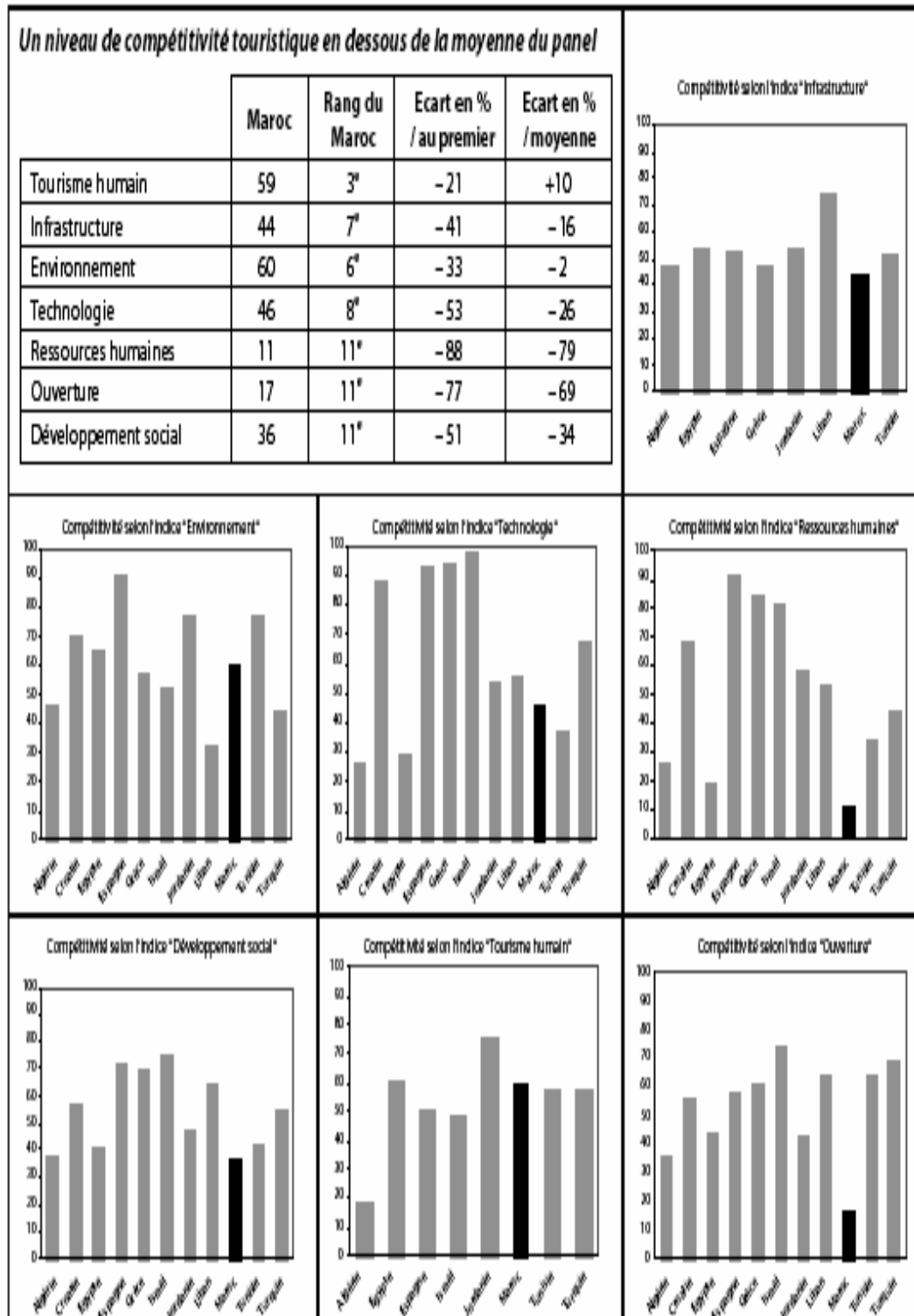


Figure n° 2 : Niveau de compétitivité touristique d'un panel de pays

Pays	Tourisme humain	Infrastructure	Environnement	Technologie	Ressources humaines	Ouverture	Développement social
Algérie	18	46	47	26	26	35	38
Croatie	Ind	Nd	70	88	69	56	57
Egypte	60	53	65	29	18	44	41
Espagne	51	52	90	93	92	58	72
Grèce	Nd	47	57	94	85	61	70
Israël	49	Nd	52	98	81	74	74
Jordanie	75	54	77	53	58	43	47
Liban	Nd	74	32	56	53	64	64
Maroc	59	44	60	46	11	17	36
Tunisie	58	Nd	77	37	34	64	42
Turquie	58	51	44	67	44	69	55
Rang du Maroc	3 ^e	7 ^e	6 ^e	8 ^e	11 ^e	11 ^e	11 ^e
Ecart en % / premier	-21	-41	-33	-53	-88	-77	-51
Ecart en % / moyenne des pays	10	-16	-2	-26	-79	-68	-34

Figure n° 3 : Evolution des principaux indicateurs touristiques

Années	Arrivées aux postes frontières			Arrivées dans les hôtels classés		Nuitées dans les hôtels classés		Capacité d'hôtellerie en lits / emplacements			Lits ⁽¹⁾ réalisés	Investis ⁽²⁾ en millions de Dh	Recettes en millions de Dh	Effectif des diplômés	Durée moyenne de séjour ⁽¹⁾	Taux de Fréquentation ⁽¹⁾
	TIS	CROIS	MRE	T. INT	T. NAT	T. INT	T. NAT	HC	HNC	Campings						
1983	1 283 300	73 712	594 072	1 915 184	847 529	6 672 560	1 890 287	61 823	20 500	33 000	2 071	289	3 250,0	-	7,4	41
1984	1 335 041	72 062	600 979	2 047 374	823 987	7 195 406	1 855 918	62 936	20 500	33 000	1 059	95	4 220,0	445	7,7	41
1985	1 536 363	73 334	643 543	2 279 826	756 270	7 954 740	1 686 951	66 086	20 500	33 000	3 877	488	6 100,0	343	7,4	42
1986	1 470 637	58 225	657 582	2 254 510	776 408	8 008 688	1 767 926	70 278	20 500	33 000	3 685	1 076	6 730,0	471	7,8	39
1987	1 566 254	94 046	681 555	2 430 687	795 382	8 386 240	1 767 596	73 121	21 325	38 470	3 110	505	7 800,0	432	7,6	42
1988	1 978 420	77 592	862 791	2 572 845	823 194	8 782 262	1 766 521	75 643	21 420	38 470	1 567	701	8 276,0	574	7,8	45
1989	2 515 251	97 406	953 178	2 812 731	816 105	8 876 292	1 873 611	81 796	21 698	38 470	6 354	1 538	8 614,4	568	7,9	44
1990	2 978 366	113 596	1 045 830	2 636 349	836 735	8 366 905	1 927 921	88 578	22 743	38 470	8 279	1 339	10 548,3	637	7,8	38
1991	3 190 381	48 728	971 858	1 637 827	1 016 802	5 312 784	2 475 332	92 937	23 990	39 587	2 388	413	8 822,2	763	6,5	29
1992	3 252 062	114 993	1 137 691	2 520 023	1 009 951	8 334 939	2 334 980	94 608	25 146	40 287	1 890	413	11 706,3	890	7,5	38
1993	2 945 700	122 510	1 081 656	2 723 204	1 028 762	9 309 657	2 283 206	88 881	26 715	41 092	4 984	2 629	11 479,3	814	7,8	40
1994	2 293 349	134 025	1 172 088	2 666 128	999 954	9 325 530	2 210 142	89 953	26 715	41 092	1 148	344	11 332,0	976	7,6	39
1995	1 524 119	157 137	1 077 522	2 122 663	1 012 974	7 780 284	2 161 106	90 511	32 445	41 092	4 081	1 340	9 928,6	893	7,5	35
1996	1 632 731	163 193	1 060 607	2 238 292	1 004 449	7 886 191	2 187 015	91 081	33 330	97 438*	1 253	189	11 657,2	1 011	7,6	34
1998	1 912 412	172 334	1 321 543	2 797 747	1 064 271	9 701 359	2 280 114	91 300	33 791	97 438*	511	490	16 754,4	1 243	7,3	40
1999	2 152 769	271 274	1 710 552	3 216 948	1 042 094	10 846 058	2 217 939	93 383	34 154	86 140*	2 795	671	19 112,1	1 295	7,4	45
2000	2 325 505	180 203	1 952 615	3 387 719	1 079 488	11 267 761	2 271 806	95 180	33 177	86 140*	2 594	1 205	21 666,4	1 344	7,2	44
2001	2 249 662	216 126	2 130 328	3 083 299	1 116 615	10 293 123	2 402 104	97 001	33 667	86 140*	3 832	1 276	29 195,8	1 293	6,9	40
2002	2 222 267	255 305	2 230 993	2 632 507	1 172 843	8 865 997	2 454 885	102 097	36 226	86 140*	6 077	1 563	29 159,2	1 307	6,2	34
2003	2 223 875	259 937	2 537 396	2 446 496	1 250 454	8 515 293	2 657 826	109 615	38 545	86 140*	8 579	2 101	30 881,4	1 413	5,9	32
2004	2 747 347	255 669	2 769 132	2 874 226	1 330 712	10 307 268	2 857 602	119 248	38 545**	86 140*	9 732	nd	34 579,4	nd	5,5	35
2005	3 058 532	233 458	2 787 625			12 259 489	2 956 100	124 111	38 545**	86 140*			40 927,0			

(*) En places-lits ; (**) Chiffres provisoires ; (1) Dans les hôtels classés et établissements assimilés ; (2) capacité mise en service.
Source : Annuaire statistique, Direction de la Statistique, 1980 à 2004, DPCP Département Tourisme.